

VOYAGE EN YUGOSLAVIE

2.500 jeunes venus de différents pays d'Europe occidentale, dont 1.500 de France, sont allés passer leurs vacances en Yougoslavie. Ils étaient invités par la Jeunesse Populaire Yougoslave à venir travailler sur le chantier de construction de la cité universitaire de Zagreb. En outre, ils étaient invités à chercher la vérité sur le régime titiste en regard des accusations du Kominform, par un voyage dans les principales villes du pays.

Il était déjà tout à fait faux de croire, même avant d'y avoir été, que l'on pouvait lors d'un séjour touristique agrémenté de visites d'usines, découvrir le contenu réel du régime yougoslave. Les conditions du séjour et l'attitude des organisateurs « trotskystes » des brigades diminuèrent encore les chances que l'on pouvait avoir de faire une expérience un peu sérieuse. La recherche de la vérité sur la Yougoslavie fut déformée dès le début par ceux-même qui prétendaient la chercher. Ils entendaient par recherche de la vérité, une vérification des accusations staliniennes. Ils étaient prêts à conclure du caractère mensonger de ces accusations, à l'honnêteté des dirigeants yougoslaves. Etrange logique. Ils situaient le problème de l'analyse du régime yougoslave en dehors de tout critère de classe.

Si cette méthode devait déformer le fond de l'enquête, celle-ci le fut encore bien davantage par les conditions pratiques dans lesquelles elle fut menée. A savoir, s'informer sur un régime en s'adressant presque uniquement à ses dirigeants, prendre leurs déclarations pour argent comptant et n'accorder aucun crédit aux informations provenant des ouvriers auxquels nous nous adressions. C'est ce que s'efforcèrent de réaliser d'un commun accord nos guides yougoslaves et les dirigeants trotskystes des brigades. Les militants trotskystes qui étaient partis convaincus que le régime yougoslave était véritablement la dictature du prolétariat ne pouvaient rien apprendre et leur enquête se limita à trouver des arguments pour défendre le régime bureaucratique yougoslave en essayant de l'habiller de leurs illusions. Et cela, le plus souvent, malgré les propagandistes de service à qui nous avions à faire. Plus royalistes que le roi, les trotskystes voulaient à tout prix ne pas voir ce qui évidemment les choquait. Alors que les yougoslaves raisonnaient en bons bureaucrates qu'ils sont, les trotskystes voulaient à tout prix les faire penser en révolutionnaires. Comment peut-on être encore stalinien après toutes les trahisons du stalinisme, pensent ingénument les trotskystes ? Tout simplement de la même façon que vous êtes titistes, camarades. En fait, l'attitude des dirigeants trotskystes n'a pas été seulement un comble d'imbécillité, mais une attitude ouvertement contre-révolutionnaire et bureaucratique. Leur servilité vis-à-vis des yougoslaves a été parfois même écoeurante. « Comment osez-vous traiter ainsi des gens qui nous ont si bien reçu ? », nous ont-ils dit une fois que certains anarchistes et moi, critiquions publiquement certains faits.

Le résultat de ce voyage a été le contraire de ce qu'ils espéraient. La majorité de ceux qui sont revenus de Yougoslavie ont été dégoûtés et de la « révolution yougoslave », et des trotskystes, mais ceux-ci n'en n'ont pas moins constitué un comité des brigades dont ils ont gardé la direction et qui s'en va chantant partout que les travailleurs français qui ont été en Yougoslavie, ont apprécié la révolution bureaucratique. Ces méthodes nous rappellent quelque chose. Sans doute les militants trotskystes ne sont pas prêts à être les Aragon et les Wurmser de la Yougoslavie. Mais ils ne sont pas loin d'être une nouvelle espèce politique assez rare que l'on pour-

rait appeler l'espèce crypto-titiste... de gauche pour leur faire plaisir.

La liberté la plus entière nous fut laissée de nous ballader dans les villes où nous passions. On ne nous refusa jamais, ou presque, de nous laisser voir telle ou telle chose dans les limites des possibilités de temps, d'organisation et d'autorisation. Après avoir passé dix jours à Zagreb et avoir communiqué dès notre arrivée, notre intention de visiter le camp de concentration situé à proximité de la ville, ce ne fut qu'arrivés à Sarajevo, soit à trente heures de train de là, que l'on nous apprit que si nous voulions visiter un camp, il fallait retourner à Zagreb. On nous avait même promis de visiter le camp de Jablanitza, or, quand nous arrivâmes à cet endroit, il n'y avait plus de camp. La plupart des jeunes n'avaient pas d'idées préconçues sur le régime yougoslave, mais pour les militants révolutionnaires, le problème ne pouvait pas se limiter à une enquête journalistique, ni se poser en dehors d'une conception d'ensemble du problème social et politique à l'échelle mondiale. Nous ne pensions pas que la vue de maisons en construction, l'existence de fermes coopératives (?), la concentration des moyens de production dans les mains de l'Etat et la planification pouvaient conférer au régime un contenu socialiste.

Ce n'est qu'en confrontant nos conceptions sur le Socialisme, l'expérience de l'évolution de la Russie, les données générales que nous avons sur le régime yougoslave, à la réalité vivante, que nous avons pu nous faire une idée la plus claire possible de ce régime. Nous avons cherché derrière les affirmations officielles, mais les résultats de notre enquête sont restés incomplets. Les yougoslaves ne s'attendaient pas à une étude de ce genre, jusqu'à présent, ils avaient à faire à des bornés ou à des inconscients, à des convaincus d'avance ou à des petits bourgeois à qui il suffisait de montrer des chantiers de construction ou de pompeuses statistiques n'ayant aucune signification. Nous avons demandé des statistiques sérieuses et non des discours, alors nous n'avons rien obtenu. Nous attendons encore les barèmes sur le rationnement, les prix d'achat des produits agricoles aux paysans, les indices de production, l'importance des dépenses d'armement, la part des différentes couches sociales dans le revenu

national (très important pour juger de l'importance des privilèges bureaucratiques).

Nous avons pu constater l'existence d'hôtels, de restaurants, de produits inaccessibles aux travailleurs, nous avons vu des gens bien vêtus et bien nourris, mais nous n'avons jamais pu savoir officiellement d'où ces gens tiraient leurs revenus et leurs avantages.

Le bureau des statistiques, qui est avec l'armée et la police, une des trois institutions secrètes du régime, d'après Kardelj, lui-même, a gardé ses secrets pour nous comme pour le peuple yougoslave, alors que c'est une chose essentielle pour un régime prolétarien de les faire connaître clairement à tous.

Sans doute, le régime yougoslave n'a pas l'organisation rigoureuse du régime stalinien, mais il possède cependant tous les traits fondamentaux du régime bureaucratique.

Formation de la brigade et départ.

C'est dans le courant du mois d'avril que des militants du P.C.I. (trotskistes) ont constitué chez Renault une brigade de travail pour la Yougoslavie. Cent quatre-vingt jeunes s'inscrivirent tant à l'usine qu'à l'extérieur. Au moment du départ, il ne restait plus que 90 participants, les uns ayant abandonné sous la pression des staliniens, les autres apeurés par les événements et le reste pour des motifs personnels. Nous sommes partis le 27 juillet de Paris et le 29 au matin nous avons franchi la frontière yougoslave. Il fallut beaucoup de temps pour la vérification de papiers, et ensuite nous partîmes en direction de Lubjana et Zagreb. Dès que le jour se lève, nous sommes étonnés de voir des femmes et même des enfants travaillant sur les voies à décharger les briques ou du bois. Étonnés aussi par le morcellement des cultures. Bientôt arrive Mao, étudiant en journalisme et diplomatie; il se promène dans le wagon et vante le régime, parle des bourses pour les étudiants variant entre 2.000 et 3.500 dinars par mois, parle de la nourriture et du marché libre pour reprendre aux anciens riches leur dernier sou. Arrive Vili Zoupencic, immédiatement très entouré par les militants trotskystes qui le harcèlent de questions et le flattent. Une femme nous dit les difficultés de la

vie, mais affirme avoir un espoir d'amélioration après le premier plan; elle nous donne différents prix en vigueur, dont le vin, de 150 à 200 dinars le litre.

Arrivés à Lubjana, nous voyons les premiers officiers dans la gare; au buffet, rien à boire, que de la tisane à 6 dinars la tasse; les gens mangent une soupe de haricots et de pain noir.

Nous voilà enfin à Zagreb: beaucoup de monde dans la gare; dehors, des camions nous attendent. Quelques jeunes dansent le « kolo » pour nous. Nous partons en chantant avec drapeaux et banderolles; indifférence totale de la population qui ne se retourne même pas, habituée semble-t-il à ce genre de spectacle. A notre arrivée au camp de Dubrava, la fanfare souffle dans ses cuivres, les jeunes dansent pour nous, alors que, fatigués, nous attendons avec impatience le moment de nous laver, de manger, de nous reposer.

Le camp de Dubrava sert pour cette forme particulière de mobilisation des masses qu'est le « travail volontaire ». Comparé à tous les camps que nous avons vu par la suite, celui où nous étions était privilégié. Il l'était aussi par rapport à la population de Zagreb qui vivait très mal. A Dubrava, nous avions des lits, les uns simples, les autres doubles, garnis de matelas, de draps et de couvertures, alors que dans un camp de Belgrade et dans celui de l'usine de laminage, les lits n'étaient plus que de simples bas-flancs où les jeunes s'entassaient sur des paillasse, sans draps, avec des loques pour couverture. Il faut dire qu'à l'occasion de notre visite au camp de l'usine de laminage nous fûmes invités à voir deux ou trois baraques spécialement nettoyées pour notre venue, avec des lits pourvus de belles couvertures blanches, alors que le reste du camp se trouvait dans un état sordide. A Dubrava, nous avions de grandes cuisines bien aménagées; nous mangions dans un grand réfectoire coquet par petites tables; nous étions servis et, si la nourriture laissait à désirer pour nous étrangers, nous avions tout de même un repas. Dans les autres camps, la cuisine est faite dans de petites baraques, les jeunes viennent avec une écuelle de fer ou de terre chercher leur ration de soupe plus ou moins épaisse, ainsi qu'un morceau de pain. C'est là leur seul repas. Ils n'ont pas de réfectoire, emportent leur écuelle et mangent dans un coin. Nous, les étrangers,

touchions quinze cigarettes par jour, alors que les étudiants n'en touchaient que cinq. Les autres semblaient ne pas en toucher du tout.

Il y a dans la vie yougoslave un principe sacré qui équivaut au slogan de la bourgeoisie naissante disant : « La possibilité est donnée à chacun de devenir riche. » En Yougoslavie, c'est la « hiérarchie » qui est la base de tout et chacun peut, par son travail et son dévouement, « s'élever dans la hiérarchie » et la hiérarchie est partout. Nous étions le camp du plus haut degré de la hiérarchie du « travail volontaire » car nous étions une arme de propagande utile pour le recrutement et le dynamisme des camps. En effet, juridiquement, personne n'est forcé de venir travailler dans les camps de jeunes, mais :

1° il y a la propagande, et nous avons notre place dans celle-ci;

2° il y a la possibilité pour les jeunes demeurant dans de lointains villages de venir voir la ville; la soupe aussi mauvaise soit-elle est souvent meilleure que chez soi où parfois il n'y en a pas du tout; il y a la paire de bleus de travail que l'on pourra emporter et, bien qu'elle soit de mauvaise qualité, elle servira d'habit de dimanche pour celui qui n'a rien d'autre. Mais, à côté de ces « avantages matériels », il y a la pression psychologique plus ou moins directe; cela touche plus particulièrement les étudiants qui dépendent de l'Etat pour leurs études et leur bourse. Des étudiants nous racontaient que, s'ils ne venaient pas en brigade, on diminuait leur bourse, leurs tickets d'alimentation, ils étaient mal notés aux examens et pouvaient se voir obliger de renouveler les classes ou bien étaient même éliminés des études. Très curieux aussi est la hiérarchie du travail et les récompenses dans les brigades mêmes. D'abord, il y eut la brigade Renault, à qui l'on accorda tout ce qu'elle voulut et qui fit même modifier le régime de la durée du travail des brigades de trois semaines. Jusque là, les brigades de trois semaines travaillaient dix à douze jours et se promenaient une semaine. A partir de la brigade Renault, l'on travailla une semaine et on visita pendant deux semaines. Ensuite, il y eut les brigades étrangères; en général, elles avaient droit à un séjour visite, surtout sur la côte dalmate; puis les brigades des Yougoslaves de l'étranger, Triestins surtout, auxquelles on donna quelques avantages pour les inciter à venir vivre dans

la « Patrie socialiste ». Alors venaient les brigades d'étudiants, les brigades d'ouvriers et employés d'usines et, tout à la fin, les brigades de paysans bosniens et macédoniens. On peut être affecté à un bon ou à un mauvais camp, car il y en a partout et l'on peut dire que plusieurs centaines de milliers de jeunes ont été utilisés à de grands travaux, par ce seul moyen. Différentes sortes d'émulation sont utilisées en commençant par la plus élémentaire : l'enthousiasme du jeune à construire quelque chose. Il y a les médailles d'Oudarnick, les fanions, les drapeaux, les galons, les réceptions chez les chefs bien-aimés, les auditions à la radio, etc... Les camps ont donc de multiples buts; d'abord, fournir une main-d'œuvre à bon marché; ensuite réaliser la première étape de la militarisation de la jeunesse et faire, en général, son éducation politique. Pour les jeunes paysans, c'est le moyen de les attirer vers la ville.

Il faut dire, en conclusion de ce chapitre, que les jeunes étrangers qui venaient en brigade servaient à d'autres buts. Ils étaient une arme de propagande pour les besoins internes. (*Voyez, disaient les dirigeants, les jeunes de tous les pays viennent travailler à la construction de notre socialisme*) et externes (*vous direz la vérité sur notre construction du socialisme, sur notre peuple courageux qui travaille volontairement pour son pays*). De là viennent nos privilèges car le régime bureaucratique soigne particulièrement sa propagande. Nous n'étions donc pas une main-d'œuvre à bon marché, bien au contraire, nous coûtions très cher. C'est avec la sueur des ouvriers yougoslaves que l'on nous a reçu si brillamment. Que l'on ne se méprenne pas ! Nous pensons qu'il y a du bon dans une période de difficultés à ce que les jeunes participent à l'édification du socialisme, même pendant la période de leurs vacances. Mais en Yougoslavie, le travail « volontaire » n'est en fait qu'une forme de surexploitation car, à côté de ce que l'on exige des jeunes, des femmes, des hommes en général, existe une couche de parasites privilégiés.

Premier contact avec la population.

Au cours de nos visites dans la ville de Zagreb, nous avons eu mille occasions de parler avec des travailleurs et des ménagères sur leur travail et leurs conditions de vie; nous avons

toujours rencontré chez nos interlocuteurs une grande peur de parler, même dans les très simples conversations que nous avons eues sur les difficultés de vie, de ravitaillement et de travail. Un ouvrier nous parle des salaires; deux miliciens s'approchent; l'ouvrier se sauve sans excuses, sans rien. Dans le tram, un ménage nous raconte sa vie; lui gagne 3.000 dinars par mois, elle ne travaille pas; ils ont approximativement 100 dinars, par jour pour faire vivre deux personnes. Le loyer mensuel coûte 300 dinars, un kilo de pain noir coûte 7 dinars (avec les tickets, ils ont le droit d'en acheter 650 grammes par jour), un kilo de pommes de terre coûte 30 à 35 dinars, un litre de bière 35 dinars, un œuf de 16 à 20 dinars. Lui a droit à un kilo de viande par mois, elle à 200 grammes. Avec ticket, la viande coûte aux environs de 50 dinars le kilo; sans ticket, de 2 à 300 dinars; le kilo de fruits, en général de mauvaise qualité, varie entre 50 et 100 dinars le kilo. Jusqu'aux pommes vertes, véreuses, ramassées sous l'arbre, que l'on vend à 30 dinars le kilo. Les produits laitiers sont libres : le beurre coûte 600 dinars le kilo, le fromage de 400 à 600 dinars le kilo. Il y a des titres de rationnement seulement pour le pain, la graisse, la viande, le sucre et l'habillement — le chocolat, en petite quantité pour les enfants. En dehors des quelques produits contingentés et taxés à un prix relativement abordable, le reste : légumes, fruits et autres, sont libres et non taxés, à des prix très élevés soit au marché où les paysans viennent apporter leurs produits, soit dans les coopératives de consommation où les prix sont sensiblement les mêmes. Les objets de première nécessité : peignes, casseroles, assiettes, sont de mauvaise qualité et à des prix inabornables. Il y a des Magasins d'Etat de luxe, où l'on vend soit des produits d'occasion dont les ex-bourgeois se défont pour pouvoir vivre, soit des produits de très bonne qualité : tissus de lin, gants fourrés, verreries, meubles, que seuls les nouveaux riches peuvent se payer.

A partir du lundi matin, nous travaillons sur le chantier, d'abord au terrassement, ensuite à porter des briques ou à faire le mortier. Les constructions sont des plus rudimentaires, non seulement comme conception, mais aussi comme exécution. Ce sont des bâtiments en brique, hauts d'un étage, dans lesquels pourront loger une cinquantaine d'étudiants. Sur le chantier, nous discutons avec des étudiants et des ouvriers maçons. Ils nous disent que les privilégiés du régime ne sont pas les

techniciens qui ont des salaires plus élevés que les ouvriers (en général 2 ou 3 fois), mais les bureaucrates de l'appareil d'Etat : responsables syndicaux, administrateurs, responsables du parti, du front populaire, de la J.P.Y., des organismes de propagande, journalistes, artistes, les officiers de carrière de l'armée et de la police. Nous avons aussi des précisions sur le travail volontaire des adultes. Nous avons été étonnés de voir dans les entrées des grandes maisons ouvrières, la liste des habitants de l'immeuble dont les noms étaient suivis de traits plus ou moins longs. En discutant avec des ouvriers, nous leur avons demandé ce que cela signifiait. La réponse fut : c'est le tableau public du « travail volontaire » des membres du front populaire. Tout le monde fait parti du front populaire qui, sans être obligatoire, est en fait une nécessité vitale, car celui qui n'y appartient pas risque de se voir retirer ses cartes d'alimentation, les allocations familiales, les distributions de bois et de charbon pour l'hiver. Les travailleurs sont donc obligatoirement mobilisés par ces organisations de masse qui, en plus du bourrage de crâne politique, exigent des heures de travail volontaire pour des constructions pour lesquelles l'Etat ne juge pas nécessaire d'octroyer des crédits suffisants.

Visites d'usines.

Nous avons visité pendant notre séjour à Zagreb l'usine Rade Konchar et, lors de notre passage à Belgrade, l'usine Ivo Lola Ribar. L'usine de Zagreb est une ancienne construction du trust allemand Siemens et elle fut construite juste avant la guerre. Notre premier contact dans l'usine se fait avec un des miliciens qui la gardent. Les trotskystes qui étaient allés en Yougoslavie à l'occasion du premier mai, avaient rapporté que les hommes habillés en soldats qui gardaient les usines étaient des ouvriers. Nous interrogeons officiellement, par l'intermédiaire d'un interprète yougoslave, notre milicien.

— *Que fais-tu là, camarade ?*

— *Je garde la Propriété socialiste contre le vol et le sabotage.*

— *Combien gagnes-tu ?*

— *3.200 dinars par mois.*

— *Combien d'heures de travail ?*

— 12 heures de présence, deux quarts de 4 heures et 4 heures de repos.

— Combien touches-tu de viande ?

— 4 kilos par mois (les ouvriers de force — Oudarnick — ne touchent que 1 kg. 800 de viande par mois).

— Et depuis quand fais-tu ce métier ?

— Depuis 1946.

Sur ce nous continuons notre visite sans commentaires. Rade Konchar est une usine de gros matériel électrique; elle emploie 3.200 ouvriers, 800 employés, techniciens et cadres. Au moment où nous visitons, soit l'époque des vacances, soit l'heure font qu'il n'y a pas beaucoup d'animation dans les vastes ateliers. Nous avons tout de même pas mal de discussions avec les ouvriers, en allemand et en italien. Au premier abord, ils se méfient et se taisent, ou deviennent évasifs dès que le groupe des auditeurs devient trop important. Ils nous parlent des salaires : 9 catégories, le salaire le plus bas constaté a été de 2.004 dinars, le plus haut de 10.000; la moyenne des ouvriers qualifiés gagne entre 4 et 6.000 dinars, les autres autour de 3.000. Les cadences semblent normales pour nous, sauf sur les presses à découper où des femmes travaillent et où l'on constate qu'il n'existe aucun système de sécurité; lorsque nous posons la question, la personne qui nous accompagne ne semble pas savoir qu'il peut y avoir des systèmes de sécurité. Par la suite, on nous explique que l'on a pas encore réussi à installer des protecteurs.

Le directeur gagne 9.000 dinars. Il a une voiture à sa disposition et une prime de bon fonctionnement qui ne peut dépasser 90 % de son salaire. Nous avons appris par des ouvriers avec lesquels nous discutons, que certains directeurs pour améliorer leur revenu, prenaient du travail à façon pour des paysans libres, le faisaient faire par un ouvrier auquel ils demandaient son prix et ensuite prenaient un bénéfice. Ce petit fait relativement secondaire dans le système d'exploitation bureaucratique, montre néanmoins que la « propriété » des moyens de production échappe aux travailleurs et qu'elle appartient bien aux bureaucrates.

Nous savions qu'il existait dans chaque usine des cantines « Mensa » qui, paraît-il, étaient très avantageuses pour les ouvriers; nous avons cependant constaté dans les deux usines

visitées que seulement un quart des ouvriers mangeaient à ces cantines. A Rade Konchar, la cantine coûte 1.300 dinars par mois. Des ouvriers qui mangeaient dans les ateliers avec un casse-croûte, nous répondent que la cantine n'est pas à leur goût, qu'en fait ça ne vaut pas les 1.300 dinars et, lorsque nous interrogeons un ouvrier à la sortie de la cantine sur le menu, il nous dit : « Cela va beaucoup mieux depuis les visites. » A noter que ce jour-là le repas du soir se composait d'un plat unique, haricots et une ou deux tranches de saucisson.

Les ouvriers sont munis d'un livret de travail; ils sont liés à l'usine par un contrat qu'ils ne peuvent rompre sans se voir retirer les cartes d'alimentation, le logement (qui dépend souvent de l'usine), ainsi que les avantages des vacances (chaque jour d'absence non justifié est soustrait à la totalité des 14 jours de vacances annuelles). Tous les ouvriers sont syndiqués à l'unique syndicat d'Etat, dont le rôle n'est pas de revendiquer mais de s'occuper de la bonne marche de l'entreprise, de la discipline dans le travail et de la « juste différenciation » des salaires. L'ouvrier est responsable de son outillage individuel; il doit le payer en cas de perte ou de détérioration.

Les ouvriers interrogés sur la question des « Conseils d'Usines », ne semblaient pas du tout au courant et se contentaient de répondre laconiquement avec un haussement d'épaules : « Nous verrons bien... »

La cotisation syndicale est de 1 %. Il ne suffit pas aux dirigeants d'accorder des privilèges de salaire à une petite catégorie de travailleurs (3 ou 4 %), mais il faut en plus qu'ils utilisent l'argent des syndicats pour accentuer les différences à l'intérieur même de la classe ouvrière.

En effet, dix pour cent des cotisations syndicales sont affectées aux vacances gratuites pour ceux qui gagnent trois ou quatre fois plus que les autres (les innovateurs et les oudarniks). En faisant un rapide calcul, on s'aperçoit du bluff des congés payés gratuits, 1 % du salaire représente la valeur de trois jours de travail annuels; sur ces trois jours, 10 % servent à payer ces vacances gratuites, soit près de trois heures par an prélevées à tous les travailleurs pour les donner aux « meilleurs ». L'oudarnick peut, de plus, obtenir jusqu'à un mois de congé payé. Lorsqu'on sait maintenant que les mai-

sous de repos pour les travailleurs ont reçu pendant l'année 1949 42.000 personnes (travailleurs et leur famille) et qu'en 1950 le chiffre devait être porté à 46.000, on comprendra facilement que la possibilité d'aller en vacances n'est réservée qu'à une toute petite minorité de travailleurs.

Sans vouloir analyser le problème des comités ouvriers de gestion d'usines que nous traiterons, vu son importance, dans un prochain article, nous pouvons dire que c'est aussi parmi les « meilleurs » que seront choisis les représentants aux comités de direction des usines et que ceux-ci conserveront dans leurs nouvelles fonctions leur ancien salaire. Ce principe est appliqué dans toutes les fonctions où les ouvriers méritants peuvent accéder. Quand on sait que des ouvriers « supérieurement initiateurs » peuvent gagner de 18 à 20.000 dinars, il serait sans doute curieux de savoir si, dans des organes de direction économique ou politique, il pourrait y avoir des dirigeants qualifiés gagnant moins que d'autres. Les mensonges sur les bas salaires des directeurs d'usines, de conseils économiques ou d'organes politiques sont donc réfutés d'eux-mêmes.

Les coopératives paysannes.

Visite à la Zadrouga (ferme collective) nommée « Tito », à proximité de Zagreb. La superficie de la Zadrouga est de 90 ha, sa population est de 62 personnes, dont 37 personnes actives, 8 enfants, 4 vieillards et 4 jeunes qui sont à l'armée.

Le Conseil de la Zadrouga est composée de 7 membres, dont 5 inscrits au parti. L'assemblée générale des travailleurs a lieu tous les six mois. Cette ferme se consacre à l'élevage du porc dont le kilo est vendu à l'Etat 19 dinars sur pied, plus 19 coupons utilisés pour l'achat de produits industriels au prix taxé (pour acheter un costume de basse qualité, il faut 2.000 dinars et 2.000 coupons). La Zadrouga se nommant « Tito », il est fort probable qu'elle soit la plus belle parmi les 12 de la région. Nous avons vu de jolies petites maisons bien conçues et bien construites, mais pas encore terminées.

Voyons maintenant comment est appliqué dans ces coopératives agricoles le sacro-saint principe de la hiérarchie et de la « juste différenciation » des salaires. La valeur comptable d'une journée de travail est fixée à 147 dinars pour 10 heures.

Selon la capacité du travailleur, une journée de travail effectif vaut une, une et demie, deux, deux et demie journées de travail comptable. Le minimum touché par un membre a été de 150 journées comptables, soit 22.050 dinars pour l'année; le maximum touché par un membre a été de 450 journées comptables, soit 66.150 dinars pour l'année. Le secrétaire de la Zadrouga était très fier de nous citer une famille de cinq membres ayant gagné 300.000 dinars dans son année. Il faudrait donc que chacun des membres de cette famille ait gagné le maximum ou bien qu'elle jouisse d'une rente importante sur la terre, ce qui laisserait supposer : 1° que cette famille était de celles qui possédaient le plus de terre à l'origine; 2° dans le cas où la rente serait minime, comme on nous l'a prétendu, qu'elle conserve une influence telle dans la direction de la Zadrouga que chacun de ses membres a un travail « bien rémunérateur ». Un pour cent des revenus est consacré au Front social et un pour cent au Front culturel, ces chiffres n'ayant strictement aucune valeur car on ne nous a pas donné exactement l'usage de ces fonds. On ne peut comprendre de toute façon que le un pour cent versé au Front social couvre les frais de maladie ou secours divers, car il serait bien entendu tout à fait insuffisant.

Les trotskystes avaient prétendu que les comités populaires étaient semblables aux organisations soviétiques, c'est-à-dire des organes politiques de masse liés directement à la vie économique du pays. Notre première question fut :

— *Sur quelle base sont élus les représentants au Comité populaire ?*

Réponse :

— *Sur une base territoriale. La ville est partagée en 165 secteurs géographiques qui élisent une assemblée de 165 membres et c'est celle-ci qui élit les 23 membres permanents du Comité populaire. Leur salaire varie entre 6 et 9.000 dinars par mois.*

Visite au Comité populaire de Zagreb.

Les trotskystes attachaient une grande importance à l'existence d'une « milice populaire »; en effet, le titre est prometteur, mais qu'en est-il exactement ? La milice est-elle un organe

permanent ou une fonction exercée par roulement par les travailleurs ? Nous posons la question :

— *Comment se fait le choix des miliciens ?*

Réponse :

— *Il n'y a pas de critère spécial.*

— *Salaires d'un milicien ?*

On nous répond :

— *Comme un employé normal.*

Il ressort donc de tout ceci que cette fameuse milice populaire n'est qu'une police locale, organe permanent séparé du prolétariat et chargé de maintenir l'ordre.

— *Quels sont les rapports entre le Comité populaire et l'armée ?*

— *Le Comité populaire n'a pas une action directe sur l'armée, mais c'est le peuple armé qui est mené par les gens du peuple... (genre typique des réponses qui nous furent données et qui ne signifient absolument rien).*

Les officiers de l'armée et de la police sont des militaires de carrière nommés par le commandement de l'armée ou par le ministère de l'Intérieur. Leur salaire et leurs privilèges sous forme d'avantages en nature sont énormes; il suffit de les voir dans leurs uniformes flambants et chamarrés d'or, se promener dans la ville avec leur femme et leurs enfants bien vêtus et bien nourris, alors que le reste de la population et les simples soldats sont vêtus misérablement et se nourrissent de pain et de soupe. Les Comités populaires sont donc purement et simplement des organes municipaux tels qu'ils existent dans n'importe quelle « démocratie » bourgeoise et, s'il existe un contact plus étroit entre cet organisme et les masses, il n'exprime pas la possibilité pour celles-ci de le contrôler mais, bien au contraire, la domination sur tous les plans du Comité populaire pour embrigader et mobiliser les masses pour les travaux « volontaires » et l'« éducation idéologique ».

Inutile de préciser que les élections se font dans un climat « démocratique » très spécial. D'abord, les libertés élémentaires de la presse, d'association, de la parole n'existent pratiquement pas en fonction du principe que tout le peuple est dans le Front populaire et que tous les autres courants se

sont discrédités pendant la guerre. Sur ce plan, il y a deux sortes de courants :

Primo, les anciens partis bourgeois. Avec ceux-ci, Tito n'a pas hésité à collaborer après la libération du territoire, et la plus grande partie de leurs membres sont devenus des fidèles défenseurs du régime. Mais ces gens-là ne nous intéressent que fort peu; la liberté en régime socialiste, ce n'est pas la liberté pour les vestiges du régime d'exploitation détruit, mais c'est la liberté pour tous les courants prolétariens d'intervenir dans la vie politique et économique en apportant leur conception sur la construction de la Société socialiste, sans parler du droit de fraction dans le parti lui-même qui doit permettre une vie politique intense. Avec le mépris que les bureaucrates ont de la vérité, c'est sans rire qu'à la question de savoir si les tendances politiques ont le droit d'exister dans le P.C.Y., l'on nous répondit :

— *Le P.C.Y. est formé sur les principes du marxisme-léninisme. Les fractions n'y sont pas admises.*

La liberté refusée à ses propres membres n'est pas, bien entendu, donnée au reste du prolétariat qui doit obéir à la baguette du maréchal et à tous son orchestre de sous-maréchaux.

Les élections sont donc organisées comme seuls savent les organiser les régimes de dictature féroce, en faisant nommer en petit comité les candidats, en les faisant ratifier dans des assemblées « enthousiastes » pour ensuite régler soit par influence, soit par trucage, un pourcentage décidé à l'avance.

Visite au C. C. des Syndicats de la République de Croatie.

Voici, choisies parmi les multiples questions que nous avons posées aux bureaucrates syndicaux, quelques-unes qui révèlent la phraséologie employée par ceux-ci quand ils doivent répondre à des questions précises :

QUESTION. — *Rapports du syndicat avec l'Etat et le P.C.Y. ?*

RÉPONSE. — *Le syndicat yougoslave est une organisation de masse qui groupe les travailleurs volontaires. Le P.C.Y. guide le syndicat...*